

# ADMINISTRATION COMMUNALE DE JETTE

Région de Bruxelles-Capitale

-----

## EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

-----

Séance publique

### PRESENTS :

MM. Doyen, Bourgmestre-Président;  
Hermanus, Mme Gallez, MM. Gosselin, Lacroix, Mmes Vandevivere, De Pauw,  
MM. Leroy et Pirottin, Echevins;  
Lieverinckx, Mme De Kock, MM. Vandenheede, Paternotte, Werrie, Mme Vanderzippe,  
MM. Lootens-Stael, Faheer, Mme De Berlangheer-Lichtert, M. Mennekens, Mme Van der  
Borst, MM. Goujard, Amisi Yemba, Errazi, Van Nuffel, Gatz, Dewaels, Mmes Draoui,  
Gobbe, M. Ahidar, Mme Maes, M. Dallemagne, Mmes Rouffin, Moreau, Dekeyser et  
Nsikungu, Conseillers;  
Empain, Secrétaire communal.

-----

### ORDRE DU JOUR COMPLEMENTAIRE

REF. : **24/11/2010/A/019**

OBJET : **REGLEMENT D'IMPOSITION SUR LA DISTRIBUTION A DOMICILE  
D'IMPRIMES PUBLICITAIRES NON ADRESSES - MODIFICATIONS**

Le conseil communal,

Vu les articles 117, alinéa 1<sup>er</sup> et 118, alinéa 1<sup>er</sup> de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24/12/1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales;

Vu l'arrêté royal du 12/04/1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale;

Vu le règlement communal du **17/12/2008** concernant l'imposition sur la distribution à domicile d'imprimés publicitaires non adressés;

**Considérant que le critère de format utilisé à l'article 6 dans le cadre de certaines exonérations de cette taxe n'est pas cohérent avec le critère de poids pris en compte pour déterminer le montant de la taxation;**

**Considérant qu'en cas de non déclaration ou de déclaration tardive, incomplète ou imprécise, la commune pourrait demander que les documents nécessaires à l'établissement de la taxe lui soient fournis conformément à l'article 8 de la loi du 24/12/1996;**

**Considérant qu'il y a lieu de préciser les modalités relatives à une réclamation éventuelle;**

Vu la situation financière de la commune;

Sur proposition du collège,

Après délibération,

**Décide d'adapter le règlement communal du 17/12/2008 concernant l'imposition sur la distribution d'imprimés publicitaires non adressés et notamment de modifier l'article 6 et d'ajouter les articles 11 et 12.**

**Le règlement adapté, qui remplace celui approuvé en séance du 17/12/2008 (réf. 17/12/2008/A/007), se présente comme suit :**

#### Article 1 :

Au sens du présent règlement, on entend par :

Écrit ou échantillon non adressé, l'écrit ou l'échantillon qui ne comporte pas le nom et/ou l'adresse complète du destinataire (rue, n°, code postal et commune).

Écrit publicitaire, l'écrit qui contient au moins une annonce à des fins commerciales, réalisée par une ou plusieurs personne(s) physique(s) ou morale(s).

Echantillon publicitaire, toute petite quantité et/ou exemple d'un produit réalisé pour en assurer la promotion et/ou la vente.

Est considéré comme formant un seul échantillon, le produit et l'écrit publicitaire qui, le cas échéant, l'accompagne.

Écrit de presse régionale gratuite, l'écrit distribué gratuitement selon une périodicité régulière d'un minimum de 40 fois l'an, contenant, outre de la publicité, du texte rédactionnel d'informations liées à l'actualité récente, adaptée à la zone de distribution mais essentiellement **communale (ou régionale)**, et comportant à la fois au moins 5 des six informations d'intérêt général suivantes, d'actualités et non périmées, adaptées à la zone de distribution et, en tous cas, essentiellement communales (**ou régionales**) :

- les rôles de garde (médecins, pharmaciens, vétérinaires,...),
- les agendas culturels reprenant les principales manifestations de la commune et de sa région, de ses A.S.B.L. culturelles, sportives, caritatives,
- les « petites annonces » de particuliers,
- une rubrique d'offres d'emplois et de formation,
- les annonces notariales,
- par l'application de lois, décrets ou règlements généraux qu'ils soient régionaux, fédéraux ou locaux des annonces d'utilité publique ainsi que des publications officielles ou d'intérêt public telles que : enquêtes publiques, autres publications ordonnées par les cours et tribunaux,....

#### Article 2 :

Il est établi, pour les exercices **2011** à 2013 inclus, une taxe communale sur la distribution gratuite, à domicile, d'écrits et d'échantillons non adressés qu'ils soient publicitaires ou émanant de la presse régionale gratuite. Est uniquement visée la distribution gratuite dans le chef du destinataire.

#### Article 3 :

La taxe est due :

- par l'éditeur,
- ou, s'il n'est pas connu, par l'imprimeur,
- ou, si l'éditeur et l'imprimeur ne sont pas connus, par le distributeur,
- ou, si l'éditeur, l'imprimeur et le distributeur ne sont pas connus, par la personne physique ou morale pour compte de laquelle l'écrit publicitaire est distribué.

#### Article 4 :

La taxe est fixée à :

- **0,0121** € par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires jusqu'à 10 grammes inclus ;
- **0,0324** € par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires au-delà de 10 et jusqu'à 40 grammes inclus ;
- **0,0612** € par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires au-delà de 40 et jusqu'à 225 grammes inclus ;
- **0,0874** € par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires supérieurs à 225 grammes.

Néanmoins, tout écrit distribué émanant de presse régionale gratuite se verra appliquer un taux uniforme de **0,0066** € par exemplaire distribué.

#### Article 5 :

Les montants seront augmentés au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année au taux de 3%.

| Montant de la taxe en Eur par exemplaire        | 2012   | 2013   |
|---|--------|--------|
| Exemplaire ≤ 10 g                               | 0,0125 | 0,0129 |
| Exemplaire > 10 g et ≤ 40 g                     | 0,0334 | 0,0344 |
| Exemplaire > 40 g et ≤ 225 g                    | 0,0630 | 0,0649 |
| Exemplaire > 225 g                              | 0,0900 | 0,0927 |
| Exemplaire émanant de presse régionale gratuite | 0,0068 | 0,0070 |

#### Article 6 :

**Sont exonérés de la taxe, la distribution d'imprimés publicitaires non-adressés effectuée :**

**A) par les soins des commerçants ayant leur siège social à Jette**

- à raison de 6 distributions par an, pour autant que le poids de l'imprimé soit inférieur ou égal à 10 g ;
- à raison de 2 distributions par an, pour autant que le poids soit inférieur ou égal à 40 g.

B) par les soins des commerçants n'ayant pas leur siège social à Jette mais exerçant à Jette  
- à raison de 2 distributions par an et ce, à l'occasion du Marché Annuel et des Fêtes de fin d'année, pour autant que le poids de l'imprimé soit inférieur ou égal à 40 g.

Les exonérations visées au présent article pourront être accordées pour autant que le redevable en ait fait la demande dans sa déclaration au plus tard 15 jours calendriers avant la distribution en question.

#### Article 7 :

A la demande du redevable, le collège des Bourgmestre et Echevins accorde, pour l'année, un régime d'imposition forfaitaire trimestrielle, à raison de 13 (treize) distributions par trimestre dans le cas de distributions répétitives, en remplacement des taxes visées à l'article 4 du présent règlement.

Dans cette hypothèse :

- le nombre d'exemplaires distribués est déterminé par le nombre de boîtes aux lettres installées sur le territoire de la commune en date du 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours ;
- le taux uniforme appliqué à ces distributions est alors le suivant :
  - pour les écrits de presse régionale gratuite : 0,0066 € par exemplaire.
  - pour tous les autres écrits publicitaires : le taux applicable à l'écrit publicitaire annexé à la demande d'octroi du régime d'imposition forfaitaire. Par ailleurs, le redevable s'engage à ce que ses écrits respectent bien la catégorie pondérale justifiant le taux qui lui est appliqué.

Le non-respect de cet engagement entraînera, conformément à l'article 6 de la loi du 24/12/1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 200 %.

#### Article 8 :

Sont exonérés de la taxe sur la distribution d'imprimés publicitaires non adressés :

- les sociétés, les associations sans but lucratif et les personnes morales visées par les articles 180 et 181 du Code d'impôts sur les revenus;
- les personnes morales de droit public (communes, provinces, régions, communautés, intercommunales, CPAS,... ),
- les organismes d'intérêt public (ONEM, ONSS, INAMI, ONP, ONE,...).

#### Article 9 :

La taxe est perçue par voie de rôle.

#### Article 10 :

A l'exception des dispositions prévues pour la taxation forfaitaire trimestrielle, tout contribuable est tenu de faire spontanément, au plus tard 15 jours avant la distribution, à l'Administration communale, une déclaration contenant tous les renseignements nécessaires à la taxation.

Toute modification de la base imposable doit être communiquée à l'administration dans les 7 jours précédant la distribution.

Conformément à l'article 6 de la loi du 24/12/1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 200 % et sera également enrôlé.

#### Article 11 :

Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe. Les redevables sont également tenus d'accorder le libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lequel s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires désignés conformément à l'article 7 de la loi du 24 décembre 1996 et munis de la lettre de désignation et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe. Ces fonctionnaires ne peuvent toutefois pénétrer dans les bâtiments et locaux habités que de cinq heures du matin à neuf heures du soir et uniquement avec l'autorisation du Juge du tribunal de police.

Article 12 :

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du collège des Bourgmestre et Echevins qui agit en tant qu'autorité administrative. Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de six mois à partir de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle. Elle doit en outre être introduite par écrit. Elle doit être motivée, datée, signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :

- les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie ;
- l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Article 13 :

Les procédures d'établissement, de recouvrement et de contentieux sont celles de loi du 24/12/1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, et de l'arrêté royal du 12/04/1999, déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Article 14 :

La présente délibération sera d'application à partir du 01/01/2011 et remplace celle prise le **17/12/2008**.

Par le Conseil :

Le Secrétaire communal,  
(s) P.-M. Empain

Le Président,  
(s) H. Doyen

**Pour extrait conforme :**

Le Secrétaire communal,

Le Collège,

# GEMEENTEBESTUUR VAN JETTE

Brussels Hoofdstedelijk Gewest

-----

## UITTREKSEL UIT HET NOTULENBOEK VAN DE GEMEENTERAAD

-----

Openbare zitting

AANWEZIG :

HH. Doyen, Burgemeester-Voorzitter;  
Hermanus, Mw Gallez, HH. Gosselin, Lacroix, Mwen Vandevivere, De Pauw, HH. Leroy en Pirottin, Schepenen;  
Lieverinckx, Mw De Kock, HH. Vandenheede, Paternotte, Werrie, Mw Vanderzippe, HH. Lootens-Stael, Taher, Mw De Berlangere-Lichtert, H. Mennekens, Mw Van der Borst, HH. Goujard, Amisi Yemba, Errazi, Van Nuffel, Gatz, Dewaels, Mwen D'haese, Gobbe, H. Ahidar, Mw Maes, H. Dallemagne, Mwen Rouffin, Moreau, Dekeyser en Nsikungu, Raadsleden;  
Empain, Gemeentesecretaris.

-----

### AANVULLENDE AGENDA

**REF. :** 24/11/2010/A/019

**ONDERWERP:** BELASTING OP DE VERDELING AAN HUIS VAN NIET-GEADRESSEERDE PUBLICITAIRE DRUKWERKEN - WIJZIGINGEN

De gemeenteraad,

Gelet op artikel 117, alinea 1 en artikel 118, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24/12/1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provinciale- en gemeentebelastingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12/04/1999 tot bepaling van de procedure inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op het gemeentelijk reglement van **17/12/2008** betreffende de belasting op de verdeling aan huis van niet-geadresseerde publicitaire drukwerken;

Overwegend dat het criterium van het gebruikte formaat in artikel 6 in het kader van bepaalde vrijstellingen van deze belasting niet coherent is met het ingevoerde criterium in verband met het gewicht om het bedrag van de belasting te bepalen;

Overwegend dat in geval van niet aangifte of van een te late aangifte, onvolledig of onnauwkeurig, mag het gemeentebestuur vragen om de nodige documenten in te dienen bij het vaststellen van de belasting overeenstemmend met het artikel 8 van de wet van 24/12/1996;

Overwegend dat de voorwaarden met betrekking tot een eventuele klacht moeten worden gepreciseerd;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het college;

Na beraadslaging ;

Beslist het gemeentelijk reglement van 17/12/2008 betreffende de belasting op de verdeling van de niet-geadresseerde publicitaire drukwerken aan te passen, met name artikel 6 te wijzigen en de artikelen 11 en 12 bij te voegen. Het aangepaste reglement, ter vervanging van het reglement, goedgekeurd in zijn zitting van 17/12/2008 (ref. : 17/12/2008/A/007), luidt als volgt :

Artikel 1 :

In de betekenis van huidig reglement, verstaan we onder :

Niet-geadresseerd drukwerk of staaltje, een schrijven of staaltje dat geen naam en/of volledig adres van de bestemming draagt (straat, nr, postcode en gemeente).

Publiciteitsdrukwerk, een schrijven dat tenminste een aankondiging bevat met commerciële doeleinden, gerealiseerd door één of meerdere fysieke of morele personen.

Publicitair staaltje, elk klein aantal en/of voorbeeld van een product gericht op promotie en/of verkoop.

Wordt beschouwd als één enkele staal, het product of publiciteitsdrukwerk dat, desgevallend, het vergezeld.

Gratis drukwerk regionale pers, het drukwerk dat gratis verdeeld wordt volgens een regelmatige periodiciteit van minimum 40 maal per jaar, en waarin, naast publiciteit, ook redactionele informatieve tekst staat gelinkt aan de recente actualiteit, aangepast aan de distributiezone maar voornamelijk **gemeentelijk (of regionaal)** en bestaand uit minimum 5 op 6 informatie van algemene interesse, actueel of niet-verouderd, aangepast aan de distributiezone en in elk geval voornamelijk gemeentelijke **(of regionale)** :

- wachttol (artsen, apothekers, dierenartsen,...),
- de culturele agenda's met daarin de voornaamste evenementen uit de gemeente en **haar** omgeving, van **haar** culturele, sport- of liefdadigheidsvzw's,
- de "zoekertjes" van particulieren,
- de rubriek job- en vormingsaanbiedingen,
- de notaris aankondigingen,
- voor de toepassing van de wetten, decreten of algemene reglementen of deze nu gewestelijk, federaal of lokaal zijn met aankondigingen van algemeen nut, net als de officiële publicaties of van algemeen nut, zoals : openbare onderzoeken, **andere** publicaties voorgeschreven door de **hoven en de** rechtbanken,...

Artikel 2 :

Er wordt voor de dienstjaren **2011** tot 2013 inbegrepen, een gemeentebelasting is **vastgelegd** op de gratis huis-aan-huisverdeling van drukwerk of niet-geadresseerde staaltjes met een publicitair karakter of **afkomstig** van de gratis regionale pers. Dit is gericht op het drukwerk dat gratis is voor de bestemming.

Artikel 3 :

Deze belasting moet betaald worden :

- door de uitgever,
- of, indien deze niet gekend is, **door** de drukker,
- of, indien de uitgever **en** de drukker niet gekend zijn, door de verdeler,
- of indien de uitgever, de drukker **en** de verdeler niet gekend zijn, door de natuurlijke of morele persoon voor **wiens** rekening het drukwerk wordt verdeeld.

Artikel 4 :

Deze belasting wordt bepaald op :

- **0,0121** € per verdeeld exemplaar voor publiciteitsdrukwerk en -staaltjes tot en met 10 gram ;
- **0,0324** € per verdeeld exemplaar voor publiciteitsdrukwerk en -staaltjes **van meer dan** 10 en **tot en met** 40 gram ;
- **0,0612** € per verdeeld exemplaar voor publiciteitsdrukwerk en -staaltjes **van meer dan** 40 en **tot en met** 225 gram ;
- **0,0874** € per verdeeld exemplaar voor publiciteitsdrukwerk en -staaltjes boven 225 gram ;

Evenwel, voor elk drukwerk afkomstig van gratis regionale pers zal een uniforme belasting geïnd worden van **0,0066** € per verdeeld exemplaar.

Artikel 5 :

De bedragen zullen verhoogd worden op 1 januari van elk jaar naar rata van 3%.

| Bedrag van de belasting in Eur per exemplaar  | 2012   | 2013   |
|---|--------|--------|
| Exemplaar ≤ 10 g                              | 0,0125 | 0,0129 |
| Exemplaar > 10 g et ≤ 40 g                    | 0,0334 | 0,0344 |
| Exemplaar > 40 g et ≤ 225 g                   | 0,0630 | 0,0649 |
| Exemplaar > 225 g                             | 0,0900 | 0,0927 |
| Exemplaar afkomstig van gratis regionale pers | 0,0068 | 0,0070 |

Artikel 6 :

**Zal vrijgesteld worden, de verdeling van niet-geadresseerd publicitair drukwerk uitgevoerd :**

**A) door de handelaars zelf waarvan de sociale zetel gevestigd is te Jette**

- voor 6 verdelingen per jaar, voor zover het gewicht van het drukwerk lager of gelijk is aan 10 g;
- voor 2 verdelingen per jaar, voor zover het gewicht lager of gelijk is aan 40 g.

**B) door de handelaars zelf waarvan de sociale zetel niet gevestigd is op Jette maar hun handel uitoefenen in Jette**

- voor 2 verdelingen per jaar, ter gelegenheid van de Jaarmarkt en de eindejaarsfeesten voor zover het gewicht van het drukwerk lager of gelijk is aan 40 g. De vrijstellingen bedoeld in huidig artikel kunnen toegekend worden voor zover de verschuldigde partij hiervoor een aanvraag indiende bij zijn aangifte en dit ten laatste 15 kalenderdagen voor de verdeling in kwestie.

#### Artikel 7 :

Op aanvraag van de verschuldigde partij, kent het college van Burgemeester en Schepenen, voor het jaar, een forfaitaire trimestriële belastingheffing toe, op voorwaarde dat er 13 (dertien) verdelingen zijn per trimester in het geval van repetitieve verdelingen, **in vervanging van de belastingsbedragen bedoeld in artikel 4 van het huidig reglement.**

In het geval van deze hypothese :

- wordt het aantal verdeelde exemplaren bepaald door het aantal brievenbussen **aanwezig** op het gemeentelijke grondgebied op 1 januari van het lopende jaar ;
- het uniforme tarief voor deze verdelingen is het volgende :
  - voor het drukwerk van gratis regionale pers : **0,0066** € per exemplaar.
  - voor elke andere vorm van **publicitair** drukwerk : het tarief dat toepasbaar is voor het drukwerk dat bijgevoegd wordt bij de aanvraag tot een uniform tarief. Daarenboven verbindt de verschuldigde partij er zich toe dat zijn drukwerk tot de gewichtsklasse behoort waarvoor hij getaxeerd wordt.

Het niet-naleven van deze verbintenis zal, overeenkomstig artikel 6 van de wet van 24/12/1996 betreffende **de vaststelling en de inning van** de provinciale en gemeentelijke taksen, leiden tot de directe inning van de taks. In dit geval, zal het bedrag van de toeslag **200%** bedragen.

#### Artikel 8 :

Zijn vrijgesteld van **de taks op de verdeling van niet-geadresseerd publiciteitsdrukwerk :**

- **de ondernemingen, de vzw's en morele personen vernoemd in artikel 180 en 181 van de belastingwet op de inkomsten.**
- de morele personen van publiek recht (gemeenten, provincies, gewesten, gemeenschappen, intercommunales, OCMW's,...),
- de organisaties van openbaar nut (RVA, RSZ, RIZIV, RVP, Kind & Gezin,...).

#### Artikel 9 :

De belasting wordt via een kohier ingevorderd.

#### Artikel 10 :

Met uitzondering van deze voorschriften voor de forfaitaire trimestriële taxering, moet elke belastingplichtige **spontaan en** ten laatste 15 dagen voor de verdeling aan het Gemeentebestuur een verklaring overhandigen met daarin alle gegevens die nodig zijn voor de taxering.

**Elke wijziging van de heffingsgrondslag zal moeten meegedeeld worden aan het gemeentebestuur binnen de 7 dagen voorafgaand aan de verdeling.**

Conform het artikel 6 van de wet van 24/12/1996 betreffende de vaststelling en **de inning van** de provinciale en gemeentelijke taksen, zal elke niet-verklaring binnen de voorziene termijn, elke foute, onvolledige of onduidelijke verklaring leiden tot de directe inning van de taks. In dit geval zal het bedrag vermeerderd worden met **200% en eveneens ingekohierd worden.**

#### Artikel 11 :

**Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle boeken en bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.**

**De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen, die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de ambtenaren die overeenkomstig artikel 7 van de wet van 24 december 1996 worden aangesteld en voorzien zijn van hun aanstellingsbrief, en dit om de grondslag van de belasting vast te stellen en te controleren.**

**Tot particuliere woningen of bewoonde lokalen hebben deze ambtenaren evenwel alleen toegang tussen vijf uur 's morgens en negen uur 's avonds, en mits machtiging van de politierechter.**

Artikel 12 :

De belastingplichtige kan een bezwaarschrift indienen bij het college van Burgemeester en Schepenen, die als administratieve overheid optreedt.

Dit bezwaar moet, op straffe van verval, ingediend worden binnen een termijn van 6 maanden vanaf het versturen van het aanslagbiljet. Bovendien moet het schriftelijk ingediend worden. Het moet met redenen omkleed zijn, gedateerd en ondertekend door de eiser of zijn vertegenwoordiger en moet het volgende vermelden :

- de naam, hoedanigheid, adres of zetel van de belastingplichtige ten laste van wie de belasting wordt vastgesteld ;
- het voorwerp van het bezwaarschrift en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Artikel 13 :

De vaststellings-, inning- en geschillenprocedures zijn deze van de wet van 24/12/1996 betreffende de vaststelling en **de inning van** de provinciale en gemeentelijke taksen, en het koninklijk besluit van 12/04/1999, die de procedure vastlegt voor de gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen betreffende het bezwaar tegen een provinciale of gemeentelijke taks.

Artikel 14 :

Deze beraadslaging **zal van toepassing zijn vanaf 01/01/2011 en** vervangt deze van **17/12/2008**.

Namens de Raad :  
De Gemeentesecretaris,  
(g) P.-M. Empain

**Voor eensluidend uittreksel :**

De Gemeentesecretaris,

De Voorzitter,  
(g) H. Doyen

Het College,